

**SUPREME COURT
OF CANADA**



**COUR SUPRÊME
DU CANADA**

**BULLETIN OF
PROCEEDINGS**

**BULLETIN DES
PROCÉDURES**

This Bulletin is published at the direction of the Registrar and is for general information only. It is not to be used as evidence of its content, which, if required, should be proved by Certificate of the Registrar under the Seal of the Court. While every effort is made to ensure accuracy, no responsibility is assumed for errors or omissions.

Ce Bulletin, publié sous l'autorité du registraire, ne vise qu'à fournir des renseignements d'ordre général. Il ne peut servir de preuve de son contenu. Celle-ci s'établit par un certificat du registraire donné sous le sceau de la Cour. Rien n'est négligé pour assurer l'exactitude du contenu, mais la Cour décline toute responsabilité pour les erreurs ou omissions.

Subscriptions may be had at \$200 per year, payable in advance, in accordance with the Court tariff. During Court sessions it is usually issued weekly.

Le prix de l'abonnement, fixé dans le tarif de la Cour, est de 200 \$ l'an, payable d'avance. Le Bulletin paraît en principe toutes les semaines pendant les sessions de la Cour.

The Bulletin, being a factual report of recorded proceedings, is produced in the language of record. Where a judgment has been rendered, requests for copies should be made to the Registrar, with a remittance of \$10 for each set of reasons. All remittances should be made payable to the Receiver General for Canada.

Le Bulletin rassemble les procédures devant la Cour dans la langue du dossier. Quand un arrêt est rendu, on peut se procurer les motifs de jugement en adressant sa demande au registraire, accompagnée de 10 \$ par exemplaire. Le paiement doit être fait à l'ordre du Receveur général du Canada.

CONTENTS**TABLE DES MATIÈRES**

Applications for leave to appeal filed	1133	Demandes d'autorisation d'appel déposées
Applications for leave submitted to Court since last issue	1134-1144	Demandes soumises à la Cour depuis la dernière parution
Oral hearing ordered	-	Audience ordonnée
Oral hearing on applications for leave	-	Audience sur les demandes d'autorisation
Judgments on applications for leave	1145-1155	Jugements rendus sur les demandes d'autorisation
Judgment on motion	-	Jugement sur requête
Motions	1156-1157	Requêtes
Notices of appeal filed since last issue	-	Avis d'appel déposés depuis la dernière parution
Notices of intervention filed since last issue	-	Avis d'intervention déposés depuis la dernière parution
Notices of discontinuance filed since last issue	-	Avis de désistement déposés depuis la dernière parution
Appeals heard since last issue and disposition	-	Appels entendus depuis la dernière parution et résultat
Pronouncements of appeals reserved	1158-1159	Jugements rendus sur les appels en délibéré
Rehearing	-	Nouvelle audition
Headnotes of recent judgments	1160-1169	Sommaires des arrêts récents
Agenda	-	Calendrier
Summaries of the cases	-	Résumés des affaires
Notices to the Profession and Press Release	-	Avis aux avocats et communiqué de presse
Deadlines: Appeals	1170	Délais: Appels
Judgments reported in S.C.R.	-	Jugements publiés au R.C.S.

**APPLICATIONS FOR LEAVE TO
APPEAL FILED**

**DEMANDES D'AUTORISATION
D'APPEL DÉPOSÉES**

Biolyse Pharma Corporation

Andrew J. Roman
Miller, Thomson

v. (29823)

Bristol-Myers Squibb Company, et al. (F.C.)

Anthony G. Creber
Gowling, Lafleur, Henderson

FILING DATE: 20.6.2003

Regent Millette

Régent Millette

c. (29859)

Stéphane Lachance et Associés Inc. (Qué.)

Julie Himo
Ogilvy, Renault

DATE DE PRODUCTION : 2.7.2003

Benoit Guimond

Jacques Larochelle

c. (29858)

Sa Majesté la Reine (Qué.)

Pierre Lapointe
P.G. du Québec

DATE DE PRODUCTION : 4.7.2003

Raymond J. Boucher

Raymond J. Boucher

c. (29853)

**Le tribunal administratif du Québec, et autre
(Qué.)**

Jacques Lemieux
Lemieux, Chrétien, Lahaye & Corriveau

DATE DE PRODUCTION : 10.7.2003

Lydie Alde, et autres

Edward Kravitz
Pepin et Roy

c. (29860)

Guy Fiset (Qué.)

Chantal Hamel
O'Brien

DATE DE PRODUCTION : 10.7.2003

APPLICATIONS FOR LEAVE

**DEMANDES SOUMISES À LA COUR
DEPUIS LA DERNIÈRE PARUTION**

**SUBMITTED TO COURT SINCE LAST
ISSUE**

July 14, 2003 / Le 14 juillet 2003

**CORAM: Chief Justice McLachlin and Bastarache and Arbour JJ. /
La juge en chef McLachlin et les juges Bastarache et Arbour**

Thérèse Bourgeois

c. (29744)

Ville de Saint-Jérôme (Qué.)

NATURE DE LA CAUSE

Procédure - Actions - Preuve - Dommages-intérêts - Le juge de première instance et la Cour d'appel ont-ils manifestement erré dans leur appréciation de la preuve sur la propriété de la Ville? - La Cour d'appel a-t-elle manifestement erré dans sa considération des nombreuses interventions du juge de première instance auprès de la défenderesse? - Le juge de première instance et la Cour d'appel ont-ils manifestement erré quant au refus d'entendre le témoignage de monsieur Claude Phaneuf comme expert en tant qu'ingénieur? - La Cour d'appel a-t-elle erré quant à la compétence du juge de première instance pour entendre la cause vu la demande reconventionnelle du mois de juillet 2001?

HISTORIQUE DES PROCÉDURES

Le 25 novembre 2002 Cour du Québec, chambre civile (Le juge Gagnon)	Action en dommages de l'intimée accueillie; demanderesse condamnée à payer 4 467,41\$ avec intérêts
Le 28 février 2003 Cour d'appel du Québec (Le juge en chef Robert)	Requête de la demanderesse pour permission d'en appeler rejetée
Le 30 avril 2003 Cour suprême du Canada	Demande d'autorisation d'appel déposée
Le 27 mai 2003 Cour suprême du Canada	Requête de l'intimée en vertu des règles 66 et 67 pour obtenir une ordonnance suspendant la présente demande, déclarant qu'aucun autre document ne soit déposé devant cette Cour relativement aux expropriations du terrain de la demanderesse et déclarant la demanderesse plaideur vexatoire
Le 4 juillet 2003 Cour suprême du Canada	Requête en prorogation de délai déposée par la demanderesse

**CORAM: Chief Justice McLachlin and Bastarache and Deschamps JJ. /
La juge en chef McLachlin et les juges Bastarache et Deschamps**

Vidéotron Ltée, CF Câble TV Inc. Vidéotron (Régional) Ltée et Câblage QMI Inc.

v. (29709)

Bell Expressvu Limited Partnership, Look Communication Inc., Câble VDN Inc., Star Choice Communications Inc. (F.C.)

NATURE OF THE CASE

Constitutional Law - Division of Powers - Administrative Law - Jurisdiction - Did the CRTC exceed its jurisdiction by making an order against an unregulated entity? - Procedural Law - Appeals - Has Parliament effectively shielded decisions of the CRTC from judicial review? - If so, does this strip the superior courts of their judicial power to declare a federal delegate's action to be beyond the constitutional authority of Parliament in an improper manner? - Procedural Law - Appeals - Requirement of Reasons - Did the Court of Appeal improperly exercise its discretion by refusing to grant leave without issuing reasons therefor? - Was the Court under a duty to provide reasons?

PROCEDURAL HISTORY

October 9, 2002 Canadian Radio-television and Telecommunications Commission	Broadcasting Decision CRTC 2002-299 issued against the Applicants
October 10, 2002 Federal Court of Canada	Certificate of the Federal Court of Canada for the Mandatory Order of the CRTC issued
February 18, 2003 Federal Court of Appeal (Létourneau, Noël and Nadon JJ.A.)	Application for leave to appeal dismissed
April 11, 2003 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

Jean Lapierre

c. (29645)

**Tribunal du travail,
Syndicat Québécois des Employées et Employés de Service, Section Locale 298 (FTQ) et
Centre Hospitalier de soins de longue durée St-Judes Inc. (C.H.S.L.D.) (Qué.)**

NATURE DE LA CAUSE

Droit administratif - Droit du travail - Recours - Arbitrage de griefs - Congédiement - Motif de harcèlement sexuel - Prorogation de délai - Déchéance du recours - Impossibilité d'agir - Révision judiciaire - Norme de contrôle - Norme de l'erreur manifestement déraisonnable - Erreur du tribunal spécialisé relative à sa compétence - Devoir de soulever certains recours d'office - Articles 47.2, 47.3, 124, 139 du *Code du travail* - L'intimé Tribunal du travail a-t-il erré d'une façon à lui faire perdre juridiction en concluant qu'il était sans compétence pour proroger le délai de déchéance prévu à l'article

47.3 du *Code du travail*? La Cour supérieure et la Cour d'appel ont-elles erré en droit en concluant que le seuil d'intervention de la Cour supérieure se situait au niveau de l'erreur manifeste sans considérer la nature de la question traitée par l'intimé Tribunal du travail?

HISTORIQUE DE PROCÉDURE

Le 9 juillet 2002
Cour supérieure du Québec
(La juge Cohen)

Requête du demandeur en révision judiciaire d'une
décision du Tribunal du travail intimé, rejetée

Le 6 janvier 2003
Cour d'appel du Québec
(Les juges Rothman, Mailhot et Chamberland
[dissident])

Appel rejeté

Le 7 mars 2003
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée

Réjean Lalumière

c. (29791)

Lucille Desormiers (Qué.)

NATURE DE LA CAUSE

Droit commercial - Contrat - Preuve - Témoignage - Le témoignage d'une personne condamnée à plusieurs reprises au criminel et une fois devant les tribunaux civils pour parjure devrait-il être écarté comme preuve vu l'absence totale de crédibilité? - Le témoignage d'une personne condamnée pour menace de mort et menace de faire exploser le commerce du requérant devrait-il être écarté vu l'absence totale de crédibilité?.

HISTORIQUE DES PROCÉDURES

Le 20 juin 2000
Cour supérieure du Québec
(Le juge Tremblay)

Action de l'intimée en réclamation, accueillie:
demandeur condamné à payer à l'intimée la somme de
30,000\$ avec intérêts

Le 1 avril 2003
Cour d'appel du Québec (Montréal)
(Les juges Baudouin, Nuss et Rayle)

Appel rejeté

Le 30 mai 2003
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée

Gaetano Lo Faso and 588147 Ontario Inc.

v. (29657)

Minden Gross Grafstein & Greenstein, Morris Rose Ledgett, Max Shafir and Julian Heller (Ont.)

NATURE OF THE CASE

Torts - Negligence - Whether lawyer can be liable to a non-client for intentional tort for counselling, participating or aiding his client's wrongful conduct - Whether lawyer can be liable to a non-client for negligence for conduct undertaken in the course of litigation - Whether a party in a Motion to Set Aside a summary judgment obtained in his absence due to accident or mistake have the burden to show that he has a reasonable cause of action and/or genuine issue to be tried - Whether the Court of Appeal applied the proper test for summary judgment in this case.

PROCEDURAL HISTORY

February 19, 2002 Ontario Superior Court of Justice (Spiegel J.)	Summary judgment granted : Applicants' action against Respondents dismissed
July 4, 2002 Ontario Superior Court of Justice (Pitts J.)	Applicant's motion to set aside the default judgment, dismissed
January 16, 2003 Court of Appeal for Ontario (Catzman, Weiler and Moldaver JJ.A.)	Appeal dismissed
March 27, 2003 Supreme Court of Canada	Application for an extension of time to serve and file leave application, and application for leave to appeal filed

Banque de Montréal

c. (29779)

Pierre Legault (Qué.)

NATURE DE LA CAUSE

Droit commercial - Opérations bancaires - Transfert ou virement - Contrats - Endossement - Compte en fidéicommiss - Doctrine des fins de non-recevoir - Fraude - *Loi sur les lettres de change*, par. 62(2) - *La Loi sur les lettres de change* est-elle d'ordre public ? - Quels sont les critères d'application de la doctrine des fins de non-recevoir ?

HISTORIQUE DES PROCÉDURES

Le 4 avril 2000 Cour supérieure du Québec (Le juge Mongeau)	Action de la demanderesse en réclamation, accueillie en partie : intimé condamné à lui payer la somme de 151 767,32 \$ avec intérêts
Le 24 mars 2003 Cour d'appel du Québec (Les juges Mailhot, Rayle et Lemelin)	Appel de la demanderesse rejeté; appel de l'intimé, accueilli : jugement infirmé et intimé condamné à payer à la demanderesse la somme de 4 510,30 \$ avec intérêts
Le 21 mai 2003 Cour suprême du Canada	Dépôt de la demande d'autorisation d'appel

**CORAM: Gonthier, Major and Arbour JJ. /
Les juges Gonthier, Major et Arbour**

Geskeem Weabury

v. (29758)

Her Majesty the Queen (Crim.) (N.B.)

NATURE OF THE CASE

Criminal law (Non Charter) - Evidence - Whether Breathalyzer test was performed as soon as practicable - Certificate of Qualified Technician (Breathalyzer) - Whether the lower courts erred in ruling a Breathalyzer reading could be recorded, not only lower but also higher than the actual reading and a certificate of such reading could be used to indicate that such reading at the time of driving - Whether the effect of this decision is to allow the Court to ignore the effect of increasing the actual reading of a Breathalyzer to the detriment of an accused and to act on an incorrect Breathalyzer reading so long as it was recorded as over .08 - Whether the first test was taken as soon as practicable - Whether there was evidence to justify the delay - Whether there were multiple sequential errors of law in the analysis of the summary conviction appeal judge which the court of appeal failed to recognize.

PROCEDURAL HISTORY

May 21, 2002 Provincial Court of New Brunswick (McCarroll J.)	Applicant convicted of unlawfully having the care and control of a vehicle having consumed alcohol in excess of .08 contrary to s. 253(b) of the <i>Criminal Code</i> ; sentenced to pay a fine of \$805 and one year driving prohibition
November 8, 2002 Court of Queen's Bench of New Brunswick (McLellan J.)	Appeal against conviction dismissed
March 13, 2003 Court of Appeal of New Brunswick (Turnbull, Larlee and Deschênes JJ.A.)	Appeal against conviction dismissed
May 9, 2003 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

Mark Arthur Antonius

v. (29760)

Her Majesty the Queen (Crim.) (B.C.)

NATURE OF THE CASE

Criminal law - Procedural law - Adjournment - Expert evidence - Dangerous offender application - Whether the British Columbia Court of Appeal erred in law in affirming the sentencing judge's decision to refuse the Applicant's request for

an adjournment to call expert witnesses and in concluding that the principles of *R. v. Darville*, [1956] S.C.R. vii. govern the exercise of this discretion - Whether the three principles in *R. v. Darville*, should no longer govern a court's exercise of discretion on a defence application to adjourn a hearing to call further evidence as they are out of step with the values enshrined in s. 7 of the *Charter of Rights* - Whether the British Columbia Court of Appeal erred in law in concluding that the Applicant was required to demonstrate actual prejudice to overturn the sentencing judge's discretionary ruling and obtain a new hearing.

PROCEDURAL HISTORY

March 1, 2000 Supreme Court of British Columbia (McEwan J.)	Applicant declared a dangerous offender; sentenced to an indeterminate period of imprisonment
March 5, 2003 Court of Appeal for British Columbia (Esson, Low and Hollinrake JJ.A.)	Appeal dismissed
May 5, 2003 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

C.U.

v. (29432)

Marley McGonigle and the Director of Child Welfare for the Province of Alberta (Alta.)

NATURE OF THE CASE

Canadian Charter of Rights and Freedoms - Civil - Child welfare – Child in need of protection – Mature minor – 16 year old Jehovah's Witness with dysfunctional bleeding refusing blood transfusions – Transfusions considered medically essential by attending physician – Apprehension and treatment orders obtained by child protection authorities and transfusions administered – Whether decisions of four provincial courts of appeal conflict on issue of whether child welfare legislation supersedes common law mature minor rule? – If provincial legislation purports to abrogate capable person's "original freedoms", whether legislation *ultra vires*? – Whether a claimant must always seek relief under s. 52(1) of the *Constitution Act, 1982*, to obtain a remedy under the *Charter*, s. 24(1), for wrongful application of a statute? – Whether Court of Appeal decision that Alberta's *Child Welfare Act* abrogates common law mature minor rule generates substantial confusion and uncertainty among Canadian health care practitioners? – *Child Welfare Act*, R.S.A. 2000, c. C-12, ss. 1(1)(d), 1(2), 2(d) – *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, ss. 1, 2(a), 7, 15(1), 24(1), 52(1).

PROCEDURAL HISTORY

April 15, 1999 Provincial Court of Alberta (Witten J.)	Apprehension of Applicant ordered; treatment of Applicant authorized
September 8, 2000 Court of Queen's Bench of Alberta (Clarke J.)	Appeal dismissed
November 7, 2002 Supreme Court of Canada (Gonthier J.)	Motion to extend time to file and/or serve the leave application granted
February 26, 2003 Court of Appeal of Alberta (Côté, Russell and Hunt JJ.A.)	Appeal dismissed
April 28, 2003 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

Kenneth William Koska

v. (29674)

Alberta Treasury Branches

- and between -

June Koska, also known as Katherine June Koska

v. (29674)

Alberta Treasury Branches (Alta.)

NATURE OF THE CASE

Commercial law - Guaranty suretyship - Co-sureties - Release - Bankruptcy - Judgment debtors - Comment law joint debtor rule - Settlement Agreement by one or more co-surety - Whether the release, pursuant to a Settlement Agreement, of one co-surety, a judgment co-debtor, from a guarantee also releases the other guarantors of their obligations under the same debt - Under what circumstances, if any, does the release of one judgment debtor release all other judgment debtors of their obligations under the same judgment debt? - What is the effect on the rights of a co-debtor when a settlement, including full releases, is reached between the Plaintiff and another co-debtor, particularly when costs have not been expressly apportioned among the co-debtors, and more particularly when this settlement agreement is not disclosed in a timely manner to the co-debtor?

PROCEDURAL HISTORY

September 19, 1995 Court of Queen's Bench of Alberta (Hutchinson J.)	Respondent's action allowed; judgment against the Applicants in the amount of \$141,760.46
September 19, 2000 Court of Queen's Bench of Alberta (Bielby J.)	Applicants' application for production of Settlement Agreement entered into by the Respondent and Applicants' co-sureties, granted; Applicants' application for stay of Receiving Orders in bankruptcy, granted; enforcement of judgment against the Applicants, stayed
December 18, 2000 Court of Queen's Bench of Alberta (Bielby J.)	Applicants' application for orders declaring their judgment debt extinguished and setting aside the Receiving Orders, dismissed
June 11, 2002 Court of Appeal of Alberta (McFadyen, Russell and Hunt JJ.A.)	Respondent's application to strike Applicants' appeals, dismissed
January 27, 2003 Court of Appeal of Alberta (Picard, Costigan and Wittmann JJ.A.)	Appeals dismissed
March 28, 2003 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

Donald Pearson, Elizabeth Matus and Kenneth Elliott, as representative plaintiffs

v. (29578)

Boliden Limited, Trelleborg International BV, Trelleborg AB, Anders Bulow, Jan Petter Traaholt, Kjell Nilsson, Lars Olof Nilsson, Alex G. Balogh, Robert K. McDermott, Robert R. Stone, Frederick H. Telmer and Nesbitt Burns Inc. (B.C.)

NATURE OF THE CASE

Procedural law - Action - Class Action pursuant to *Class Proceedings Act*, R.S.B.C. 1996, c. 50 - Members of class - Conflicts of law - Choice of law - Plaintiffs who purchased shares during initial public offering bring action for misrepresentation in prospectus - Action framed as statutory cause of action pursuant to *Securities Act*, R.S.B.C. 1996, c. 418 and similar provincial legislation - How should subclasses of plaintiff class be defined - Question of the proper territorial application of any civil remedy provided by any consumer protection statute - Whether the court of appeal erred in its application of choice of law rules to strike out the claims of investors from Alberta, New Brunswick, Nunavut, the Northwest Territories, the Yukon and outside of Canada - Whether the court of appeal erred in striking the claims of other categories of investors known as "early sellers" and "secondary market purchasers" - Whether there are issues of public importance raised concerning the nature, scope and territorial application of the securities acts of all 10 provinces.

PROCEDURAL HISTORY

July 25, 2001 Supreme Court of British Columbia (Burnyeat J.)	Certification of action as a class proceeding against all Respondents for damages for breach of statutory duty granted
November 21, 2002 Court of Appeal for British Columbia (Finch, Newbury and Saunders JJ.A.)	Appeal allowed
January 20, 2003 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

**CORAM: Iacobucci, Binnie and LeBel JJ. /
Les juges Iacobucci, Binnie et LeBel**

Colleen Pritchard

v. (29677)

Ontario Human Rights Commission (Ont.)

NATURE OF THE CASE

Procedural law - Evidence - Production of legal opinion - Administrative law - Judicial review - Whether the appellate court erred in holding that the legal opinion provided to the Respondent's Commissioners in their consideration of the Applicant's complaint was protected by solicitor-client privilege- Whether the appellate court erred in failing to follow the decision in *Melanson v. New Brunswick (Worker's Compensation Board)* (1994), 146 N.B.R. (2d) 294 (N.B.C.A.).

PROCEDURAL HISTORY

July 6, 2001 Ontario Superior Court of Justice, Divisional Court (MacFarland J.)	Order : production to Applicant of legal opinion prepared for Respondents by in-house counsel
January 10, 2002 Ontario Superior Court of Justice, Divisional Court (Farley, Roy and Sanderson JJ.)	Motion for an order setting aside the decision, dismissed
January 29, 2003 Court of Appeal for Ontario (Finlayson, Charron and Armstrong JJ.A.)	Appeal allowed; order of MacFarland J. set aside as it relates to the production of the legal opinion
March 26, 2003 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

Novopharm Limited

v. (29745)

Her Majesty the Queen (F.C.A.)

NATURE OF THE CASE

Taxation – Assessment – Administrative law – Appeal – Whether the provisions of s. 20(1)(c) of the *Income Tax Act*, R.S.C. 1985 (5th Supp.), c. 1, as amended constitute a complete code governing the entitlement to deduct interest expense under the Act to the exclusion of general anti-avoidance provisions in the Act? – Whether a taxpayer who has satisfied the requirements of s. 20(1)(c) of the Act can be denied the interest deduction claimed on the basis that (i) the transactions lacked a *bona fide* business purpose; (ii) the deduction would be contrary to the “object and spirit” of the section; and (iii) the transactions were not in accordance with normal business practice, and does such basis constitute judicial rule-making?

PROCEDURAL HISTORY

December 20, 2001
Tax Court of Canada
(Bowie J.)

Applicant’s appeals from assessments under the *Income Tax Act* for its taxation years 1987 and 1988, dismissed

March 5, 2003
Federal Court of Appeal
(Stone, Rothstein and Malone JJ.A.)

Appeal dismissed

May 1, 2003
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

Services DaimlerChrysler Canada Inc.

c. (29770)

Jean-François Lebel (Qué.)

NATURE DE LA CAUSE

Droit commercial - Droit des biens - Faillite - Hypothèques - Publication - Opposabilité - Locateur (bailleur) et locataire - Location d’un véhicule routier - Le droit de propriété d’un bailleur est-il opposable à un syndic de faillite d’un locataire si le bail intervenu entre le bailleur et le locataire n’a pas fait l’objet d’une publication au RDPRM avant la date de sa faillite ?

HISTORIQUE DES PROCÉDURES

Le 18 octobre 2001
Cour supérieure du Québec
(La juge Trudel)

Requête de la demanderesse en appel du rejet de son avis de contestation, rejetée

Le 19 mars 2003
Cour d’appel du Québec
(Les juges Beaugard [*dissident*], Dussault et Thibault.)

Appel rejeté

Le 15 mai 2003
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée

GMAC Location Limitée

c. (29780)

Raymond Chabot Inc. (Qué.)

NATURE DE LA CAUSE

Droit commercial - Droit des biens - Faillite - Hypothèques - Publication - Opposabilité - Locateur (bailleur) et locataire - Location d'un véhicule routier - L'art. 1852 al. 2 et 3 du *Code civil du Québec* exprime-t-il un choix de politique générale fait pas le législateur québécois ayant pour effet d'écarter le principe, confirmé par cette honorable Cour dans l'arrêt *Giffen (Re)*, [1998] 1 R.C.S. 91, voulant qu'un syndic de faillite ne puisse obtenir plus de droits sur les biens que n'en avait le failli ? - Le droit de propriété de la demanderesse dans le véhicule routier est-il un droit résultant du bail intervenu avec le failli ? - Dans l'affirmative, est-ce que cette seule exigence de publicité des droits résultant du bail a pour effet de transformer en sûreté le droit de propriété du bailleur et donc, de conférer au failli un droit de propriété dans le bien susceptible d'être dévolu au syndic ? - Est-il possible de conclure qu'en sa seule qualité de représentant des créanciers ordinaires n'ayant eux-mêmes acquis aucun droit ou sûreté dans le véhicule, l'intimé a plus de droit dans ce bien que n'en avait le failli ?

HISTORIQUE DES PROCÉDURES

Le 18 avril 2001
Cour supérieure du Québec
(Le juge Boisvert)

Appel de la demanderesse du rejet d'un avis de contestation, rejeté

Le 19 mars 2003
Cour d'appel du Québec
(Les juges Beauregard [*dissident*], Dussault et Thibault)

Appel rejeté

Le 16 mai 2003
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée

JULY 17, 2003 / LE 17 JUILLET 2003

29580 **Her Majesty the Queen in Right of the Province of Alberta as represented by the Minister of Infrastructure (formerly the Minister of Public Works, Supply and Services) v. Thor William Nilsson** (Alta.) (Civil) (By Leave)

Coram: Gonthier, Major and Arbour JJ.

The application for leave to appeal and the application for leave to cross-appeal from the judgment of the Court of Appeal of Alberta (Edmonton), Numbers 9903-0357-AC and 9903-0356-AC, dated November 29, 2002 are dismissed with costs

La demande d'autorisation d'appel et la demande d'autorisation d'appel incident de l'arrêt de la Cour d'appel de l'Alberta (Edmonton), numéros 9903-0357-AC et 9903-0356-AC, daté du 29 novembre 2002 sont rejetées avec dépens.

NATURE OF THE CASE

Torts - Damages - Interest on award - Respondent owner illegally denied use of his land from May, 1977 pursuant to government action- Whether Court of Appeal erred in awarding pre-judgment and compound interest on a tort award, contrary to the express provisions of the *Judgment Interest Act*, S.A. 1984, c. J-0.5

PROCEDURAL HISTORY

April 4, 1997 (Bryan, Arbitrator)	Applicant ordered to pay the sum of \$1,249,792.80 plus interest for a total of \$9,123,000 in damages to the Respondent
June 4, 1999 Court of Queen's Bench of Alberta (Marceau J.)	Applicant's appeal dismissed; Respondent's cross-appeal dismissed
November 29, 2002 Court of Appeal of Alberta (Russell, Wittmann and Watson JJ.A.)	Applicant's appeal dismissed; Respondent's cross-appeal dismissed
January 28, 2003 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

29596 **Her Majesty the Queen v. Terrance Maxwell Ryan** (N.S.) (Criminal) (By Leave)

Coram: Gonthier, Major and Arbour JJ.

The application for leave to appeal from the judgment of the Nova Scotia Court of Appeal, Number CAC 177821, dated December 4, 2002, is dismissed.

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de la Nouvelle-Écosse, numéro CAC 177821, daté du 4 décembre 2002, est rejetée

NATURE OF THE CASE

Criminal law - Appeals - Standard of appellate review - Whether Court of Appeal erred in law in misconceiving the permissible limits of appellate review with respect to the reasonableness of a verdict - Whether Court of Appeal erred in law in failing to conduct an independent analysis to determine whether the verdict was unreasonable or unsupported by the evidence.

PROCEDURAL HISTORY

June 4, 2001 Provincial Court of Nova Scotia (Embree J.)	Conviction: Respondent found guilty of having control of a motor vehicle while being impaired by alcohol contrary to s. 253(a) of the <i>Criminal Code</i>
February 8, 2002 Supreme Court of Nova Scotia (Edwards J.)	Respondent's summary conviction appeal allowed; conviction set aside and acquittal entered
December 4, 2002 Nova Scotia Court of Appeal (Oland and Bateman JJ.A. and Chipman J.A. [<i>dissenting</i>])	Applicant's appeal dismissed
January 23, 2003 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

29604 **Steven Nowack v. Research Capital Corporation AND BETWEEN Vartevar E. Brounsuzian v. Research Capital Corporation** (Ont.) (Civil) (By Leave)

Coram: Gonthier, Major and Arbour JJ.

The applications for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal for Ontario, Numbers C35627 and C36121, dated December 11, 2002, are dismissed with costs

Les demandes d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario, numéros C35627 et C36121, daté du 11 décembre 2002, sont rejetées avec dépens.

NATURE OF THE CASE

Commercial law - Guaranty suretyship - Fiduciary duty - Whether fiduciary duty breached - What is the legal standard of "materially" that applies to a creditor's duty of disclosure to a guarantor - Is there a distinct fiduciary obligation upon a broker, when acting in its capacity as a creditor, to disclose all material particulars relating to the nature of a risk pertaining to one customer, when it procures a second customer to act as guarantor for the first - Whether there is there a non-fiduciary obligation, arising from the duty of care owed to a client, or out of the law of guarantee, to the same effect - Whether a court can make findings and reach judgment based on those findings of non-materiality, where the findings are contrary to admissions in a pleading by a party - Whether the court of appeal erred in concluding that there was not a second material nondisclosure by the Respondent in failing to tell Mr. Brounsuzian that his guarantee, limited as it was to the 3,000 share account, did not satisfy the requirements placed on Research Capital by the industry regulator that such guarantees be unlimited - Whether there is uncertainty in the law as a result of the court of appeal's decision in this matter - Whether there are conflicting appellate decisions.

PROCEDURAL HISTORY

October 13, 2000 Ontario Superior Court of Justice	Respondent's action in recovery for breach of an agreement of guarantee, granted; Brounsuzian's cross-claim against
---	---

(Hoilett J.)

Nowack allowed; Brounsuzian's counterclaim against Respondent dismissed; Respondent's claim for a declaration dismissed

December 11, 2002
Court of Appeal for Ontario
(Catzman, Goudge and Feldman JJ.A.)

Appeal dismissed with fixed costs

February 10, 2003
Supreme Court of Canada

First and second application for leave to appeal filed

29608 **Ludmila Ilina v. Her Majesty the Queen** (Man.) (Criminal) (By Leave)

Coram: Gonthier, Major and Arbour JJ.

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal of Manitoba, Number AR-01-30-05111, dated February 3, 2003, is dismissed.

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel du Manitoba, numéro AR-01-30-05111, daté du 3 février 2003, est rejetée.

NATURE OF THE CASE

Criminal Law - Evidence - Motive - Criminal Law - Unreasonable verdict - Criminal Law - Evidence - Lay Opinion Evidence - Criminal Law - Jury instructions - Post offence conduct - Criminal Law - Evidence - Use of accused's statements to police - Criminal Law - Failure of trial judge to give reasons - Was the trial judge required to instruct the jury on evidence of proved absence of motive, especially given the circumstantial nature of the evidence? - Should the Court of Appeal have overturned the verdict as unreasonable? - Was the trial judge required to instruct the jury that certain post offence conduct had to be proven beyond a reasonable doubt? - Were the jury instructions inadequate as to the use that the jury could make of the accused's statements to police? - Would the statements be used to infer guilt as opposed to dishonesty? - Is there an error in the trial judge's failure to respond to counsel's oral objection to part of a charge that the Applicant suggests reversed the onus of guilt?

PROCEDURAL HISTORY

November 23, 2001
Court of Queen's Bench of Manitoba
(Monnin J.)

Applicant convicted of second degree murder; sentenced to life imprisonment with parole ineligibility for 10 years

February 3, 2003
Court of Appeal of Manitoba
(Scott C.J.M., Huband and Freedman JJ.A.)

Appeal against conviction dismissed

April 3, 2003
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

29623 **Moise Cleophas Cormier v. Minister of Human Resources Development** (FC) (Civil) (By Leave)

Coram: Gonthier, Major and Arbour JJ.

The application for an extension of time is granted and the application for leave to appeal from the judgment of the Federal Court of Appeal, Number A-681-01, dated December 18, 2002, is dismissed with costs

La demande de prorogation de délai est accordée et la demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel fédérale, numéro A-681-01, daté du 18 décembre 2002, est rejetée avec dépens

NATURE OF THE CASE

Administrative law - Judicial Review - Estates - Canada Pension Plan Death Benefit - Statutes - Interpretation - Applicant applied for payment of the death benefit under the *Canada Pension Plan*, R.S.C. 1985, c. C-8 - Review of Minister's decision refusing to pay Applicant the death benefit - Minister refused Applicant's request for payment because she had already paid the benefit to the estate of the deceased under subsection 71(1) of the *Canada Pension Plan*, R.S.C. 1985, c. C-8 - Whether the reasons of the Federal Court of Appeal are not pursuant to s. 71 of the *Canada Pension Plan*, R.S.C. 1985, c. C-8 and the *Canada Pension Plan Regulations*, CRC 1978, c. 391, Reg. 64.

PROCEDURAL HISTORY

September 11, 2001 Pension Appeals Board (Rice, Walsh and Soublière, members)	Applicant's appeal against the Minister's refusal to pay him a death benefit dismissed
---	--

December 18, 2002 Federal Court of Appeal (Strayer, Sexton and Evans JJ.A.)	Application for judicial review dismissed
---	---

February 17, 2003 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed
--	---------------------------------------

March 17, 2003 Supreme Court of Canada	Motion for an extension of time to serve application for leave to appeal
---	--

29627 **Elizabeth Chalifoux v. Driftpile First Nation and Thomas W. Wakeling** (FC) (Civil) (By Leave)

Coram: Gonthier, Major and Arbour JJ.

The motion to accept leave application as filed is granted and the application for leave to appeal from the judgment of the Federal Court of Appeal, Number A-559-01, dated December 23, 2002, is dismissed with costs.

La requête afin d'accepter la demande d'autorisation d'appel telle que déposée est accordée et la demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel fédérale, numéro A-559-01, daté du 23 décembre 2002, est rejetée avec dépens.

NATURE OF THE CASE

Labour Law - Employment Law - Remedies - Wrongful Dismissal - Reinstatement - Administrative Law - Judicial Review - Natural Justice - Reasonable Apprehension of Bias - Whether remedy for unjust dismissal afforded by s. 242(4) of the *Canada Labour Code* is limited to an award of damages calculated according to common law principles of wrongful dismissal - Whether a reasonable apprehension of bias arises where an adjudicator insists on limiting award to damages.

PROCEDURAL HISTORY

July 11, 2001 Federal Court of Canada (Gibson J.)	Application for judicial review of adjudicator's remedy for wrongful dismissal dismissed
December 23, 2002 Federal Court of Appeal (Desjardins, Sexton and Sharlow JJ.A.)	Appeal dismissed
February 20, 2003 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed
May 13, 2003 Supreme Court of Canada	Application to accept leave application as filed

29628 **Constable Brian McGrath v. The Royal Newfoundland Constabulary Public Complaints commission** (N.L.) (Civil) (By Leave)

Coram: Gonthier, Major and Arbour JJ.

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal of Newfoundland and Labrador, Number 2001 01 H0061, dated December 23, 2002, is dismissed with costs

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de Terre-Neuve - et - Labrador, numéro 2001 01 H0061, daté du 23 décembre 2002, est rejetée avec dépens

NATURE OF THE CASE

Administrative law - Jurisdiction - Police complaints procedures - Failure to comply with written notice and adjournment provisions - Whether administrative tribunal loses jurisdiction to hear complaint if due process of law not afforded to the subject of the complaint - Statutes - Interpretation - Particular terms - Interpretation of word "shall" in applicable sections of statute and regulation - Whether sections were mandatory or directory

PROCEDURAL HISTORY

May 28, 2001 Supreme Court of Newfoundland (Lang J.)	Applicant's appeal allowed; Adjudicator's decision that she had jurisdiction to hear complaint set aside
December 23, 2002 Court of Appeal of Newfoundland & Labrador (Roberts, Welsh and Russell JJ.A.)	Appeal allowed
February 21, 2003 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

29639 **121571 Canada Inc. v. Attorney General of Canada** (Ont.) (Civil) (By Leave)

Coram: Gonthier, Major and Arbour JJ.

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal for Ontario, Number C36138, dated January 7, 2003, is dismissed with costs.

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario, numéro C36138, daté du 7 janvier 2003, est rejetée avec dépens

NATURE OF THE CASE

Commercial law - Contracts - Licencing agreement - Applicant entering into licencing contracts with airport authority for the provision of crew, delayed baggage and shuttle bus transportation services - Applicant agreeing to pay percentage of gross revenues from transportation business to the Crown as a licence fee - Applicant falling into arrears - Whether Applicant is obliged to pay the amount claimed as unpaid licence fees under the crew and baggage licences issued by the Minister between March 1987 and November 1991 - Whether Applicant is entitled to recover from the Crown the licence fees of \$19,000 it paid between March 1987 and November 1991 under these crew and baggage licences on the grounds that the licences or licence fees were illegal - Whether Applicant is entitled to a reduction of the amount it was required to pay the Crown under its airport bus service agreement for amounts it paid as GST pursuant to an implied term of that contract - Whether Applicant is entitled to damages for the Crown's breach of its obligation under the bus contract to renew that contract for a further five years after February 1995 and to negotiate with the Applicant in good faith to arrive at reasonable terms as to the licence fees payable by the Applicant during that further five year term

PROCEDURAL HISTORY

March 14, 2001
Ontario Superior Court of Justice
(Ratushny J.)

Respondent's claim for arrears owing under the crew and baggage licences and the shuttle bus licence allowed: Applicant ordered to pay the Respondent the sum of \$313,918.94; Applicant's counterclaim dismissed

January 7, 2003
Court of Appeal for Ontario
(Carthy, Laskin and Goudge JJ.A.)

Appeal dismissed

March 3, 2003
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

29642 **Kelly Lesiuk v. Attorney General of Canada** (FC) (Civil) (By Leave)

Coram:Gonthier, Major and Arbour JJ.

The application for leave to appeal from the judgment of the Federal Court of Appeal, Number A-281-01, dated January 8, 2003, is dismissed with costs.

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel fédérale, numéro A-281-01, daté du 8 janvier 2003, est rejetée avec dépens

NATURE OF THE CASE

Canadian Charter - Civil - Civil Rights - Labour law - Unemployment insurance - Constitutional validity of ss. 7(2) and 6(1) of the Employment Insurance Act, which sets out the standard of labour force attachment necessary to qualify for regular and special employment insurance benefits - Whether entrance requirements for employment insurance violate the rights of women and mothers under s. 15 of the Charter - Whether court of appeal erred in setting aside Umpire's order - Employment Insurance Act, S.C. 1996, c. 23, ss. 6(1) and 7(2), Canadian Charter of Rights and Freedoms, s. 15.

PROCEDURAL HISTORY

November 19, 1998
Board of Referees
(Meridji, Chairperson)

Appeal dismissed according to ss. 7 and 8 of the
Employment Insurance Act

March 22, 2001
Office of the Umpire
(Salhany Q.C., Umpire)

Applicant's matter referred back to a differently constituted
Board of Referees

January 8, 2003
Federal Court of Appeal
(Létourneau, Rothstein and Malone JJ.A.)

Application for judicial review granted; Decision of the
Umpire set aside and referred back to Chief Umpire or his
designate for determination on the basis that the
Applicant's appeal from the decision of the Board of
Referees should be dismissed

March 7, 2003
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

29644 **Joseph Menegon v. Salomon Brothers Canada Inc., Merrill Lynch Canada Inc., CIBC Wood Gundy Securities Inc., Midland Walwyn Capital Inc., First Marathon Securities Limited, Gordon Capital Corporation, RBC Dominion Securities Inc., TD Securities Inc., and Deloitte & Touche** (Ont.) (Civil) (By Leave)

Coram:Gonthier, Major and Arbour JJ.

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal for Ontario, Number C38204, dated January 9, 2003, is dismissed with costs.

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario, numéro C38204, daté du 9 janvier 2003, est rejetée avec dépens.

NATURE OF THE CASE

Torts - Negligence - Negligent misrepresentation - Procedural law - Actions - Class proceedings- Duty of care owed by auditors and underwriters of prospectus - Special relationship - Applicant purchasing shares in secondary market for company which subsequently became insolvent -Whether appellate court erred in application of *Hercules Management Ltd. v. Ernst & Young*, [1997] 2 S.C.R. 165 - Whether Applicant purchased his shares during period of distribution of an offering - Costs.

PROCEDURAL HISTORY

March 6, 2001 Ontario Superior Court of Justice (Gans J.)	Applicant's motions to certify action as a class proceeding and to amend pleadings, dismissed; Respondents' motions to dismiss Applicant's action granted
January 30, 2002 Ontario Superior Court of Justice (Divisional Court) (Farley, Pardu and McCombs JJ.)	Appeal transferred to the Court of Appeal for Ontario
January 9, 2003 Court of Appeal for Ontario (Doherty, Austin and Charron JJ.A.)	Appeal dismissed
March 7, 2003 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

29651 **Avininder Chadha, Renu Chadha v. Bayer Inc., and Bayer Corporation** (Ont.) (Civil) (By Leave)

Coram:Gonthier, Major and Arbour JJ.

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal for Ontario, Number C37224, dated January 14, 2003, is dismissed with costs.

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario, numéro C37224, daté du 14 janvier 2003, est rejetée avec dépens.

NATURE OF THE CASE

Procedural law - Civil procedure - Class actions - Certification - Preferred procedure - Whether the appellate court erred in finding that damage and liability must be proved on an individual basis - Whether the appellate court erred in finding that the issue of "pass on" of the higher price could not be dealt with on a class wide basis - Whether the appellate court misinterpreted sections 24, 25 and 26 of the *Class Proceedings Act*, 1992, S.O. 1992, c. 6- Whether the appellate court erred in rejecting the class definition approved by the motion judge - What evidence is required to satisfy requirements of s. 5(1)(c) of *Class Proceedings Act*.

PROCEDURAL HISTORY

July 6, 1999 Ontario Superior Court of Justice (Sharpe J.)	Applicants' motion for an order certifying their action as a class action and providing for notice to the class, allowed
May 14, 2001 Superior Court of Justice, Divisional Court (O'Driscoll (dissenting), Somers and Thomson JJ.)	Respondents' appeal allowed, Order of Sharpe J. set aside
January 14, 2003 Court of Appeal for Ontario (Austin, Rosenberg and Feldman JJ.A.)	Applicants' appeal dismissed
March 13, 2003 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

29665 **Matthew G. Yeager v. Correctional Service of Canada and the Commissioner of Corrections** (FC)
(Civil) (By Leave)

Coram: Gonthier, Major and Arbour JJ.

The application for leave to appeal from the judgment of the Federal Court of Appeal, Number A-332-01, dated January 22, 2003, is dismissed with costs.

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel fédérale, numéro A-332-01, daté du 22 janvier 2003, est rejetée avec dépens

NATURE OF THE CASE

Administrative law - Judicial review - Statutes - Interpretation - Access to information - Access to government records - Applicant's requests for access to information denied - Applicant's application for judicial review allowed in part - Respondents ordered to supply Applicant with certain data and code book but not with software - Whether Federal Court of Appeal erred in holding that computer software is not a record as defined in s. 3 of *Access to Information Act*, R.S.C. 1985, c. A-1 - Whether Federal Court of Appeal erred in holding that even if computer software is a record, it is not under the control of the government institution.

PROCEDURAL HISTORY

May 3, 2001 Federal Court of Canada Trial Division (Simpson J.)	Applicant's application for judicial review allowed in part; Respondents ordered to supply Applicant with data and code book
January 22, 2003 Federal Court of Appeal (Stone, Isaac and Malone [<i>dissenting in part</i>] JJ.A.)	Appeal allowed; cross-appeal and application for judicial review dismissed
March 24, 2003 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

29692 **Société canadienne des postes c. Claude Lapierre, Commission des lésions professionnelles** (Qué.)
(Civile) (Autorisation)

Coram: Iacobucci, Binnie et LeBel

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel du Québec (Montréal), numéro 500-09-010476-000, daté du 4 février 2003, est rejetée avec dépens en faveur de l'intimé Claude Lapierre.

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal of Quebec (Montreal), Number 500-09-010476-000, dated February 4, 2003, is dismissed with costs to the Respondent Claude Lapierre.

NATURE DE LA CAUSE

Droit du travail - Droit administratif - Accident de travail - Contrôle judiciaire - *Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles*, L.R.Q., ch. A-3.001, art. 28. - Qu'est-ce qu'un événement fortuit au sens de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*, ou événement imprévu et soudain au sens de la *Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles*, donnant ouverture à la reconnaissance d'un accident du travail en vertu de ces deux lois ? - La Commission des lésions professionnelles a-t-elle rendu une décision manifestement déraisonnable en concluant que l'événement du 16 mars 1995 constitue un événement imprévu et soudain et un accident du travail suivant la *Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles* ? - La Commission des lésions professionnelles a-t-elle commis une erreur manifestement déraisonnable en confondant la manifestation symptomatique d'une condition personnelle préexistante et l'aggravation de cette condition personnelle, et en assimilant la notion d'accident du travail à la simple apparition de la symptomatologie de la hernie inguinale le 16 mars 1995 ?

HISTORIQUE PROCÉDURAL

Le 17 juillet 1995 Commission de la santé et de la sécurité au travail (l'agente d'indemnisation Cousineau)	Réclamation de l'intimé Claude Lapierre acceptée
Le 21 mars 1996 Commission de la santé et de la sécurité au travail, Bureau de révision paritaire de la région du Richelieu (les membres, Cardinal, Dumais et Morrisseau)	Demande de révision de la demanderesse rejetée; décision du 17 juillet 1995 maintenue; lésion professionnelle subie par l'intimé Claude Lapierre reconnue
Le 22 décembre 1999 Commission des lésions professionnelles (le commissaire Hudon)	Appel rejeté; décisions du 21 mars 1996 et du 17 juillet 1995 confirmées; lésion professionnelle subie par l'intimé Claude Lapierre reconnue
Le 1 décembre 2000 Cour supérieure du Québec (le juge Silcoff)	Demande de contrôle judiciaire présentée par la demanderesse accueillie en partie; décision révisée, révoquée et annulée; dossier renvoyé devant la Commission des lésions professionnelles
Le 4 février 2003 Cour d'appel du Québec (les juges Rothman, Rousseau-Houle et Dalphond)	Appel accueilli; jugement infirmé; demande de contrôle judiciaire rejetée
Le 7 avril 2003 Cour suprême du Canada	Dépôt de la demande d'autorisation d'appel

29700 **Salvatore Gramaglia v. Alberta Family and Social Services** (Alta.) (Civil) (By Leave)

Coram: Iacobucci, Binnie and LeBel JJ.

The application to file a memorandum of more than twenty pages is granted and the application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal of Alberta (Calgary), Number 0201-0239AC, dated March 5, 2003, is dismissed.

La demande pour déposer un mémoire de plus de vingt pages est accordée et la demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de l'Alberta (Calgary), numéro 0201-0239AC, daté du 5 mars 2003, est rejetée.

NATURE OF THE CASE

Procedural Law - Motion to dismiss - Whether the lower courts could find that the issue was *res judicata* - Whether the lower court had jurisdiction?

PROCEDURAL HISTORY

July 26, 2002
Court of Queen's Bench of Alberta
(Romaine J.)

Respondent's motion to dismiss granted

March 5, 2003
Court of Appeal of Alberta
(McFadyen, Russell and Berger JJ.A.)

Applicant's appeal dismissed

April 22, 2003
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

8.7.2003

Before / Devant : MAJOR J.

Motion to extend the time in which to serve and file the leave application**Requête en prorogation du délai pour signifier et déposer la demande d'autorisation**

Daniel W. Automatique Ltée

c. (29854)

Ville de Montréal (en reprise d'instance pour l'Arrondissement Verdun) (Qué.)

GRANTED / ACCORDÉE**À LA SUITE D'UNE DEMANDE** du demandeur visant à obtenir une prorogation de délai pour signifier et déposer une demande d'autorisation d'appel au 15 août 2003;**ET APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE** de la documentation déposée et du consentement de l'intimée;**IL EST PAR LA PRÉSENTE ORDONNÉ CE QUI SUIT:**La demande de prorogation de délai pour signifier et déposer une demande d'autorisation d'appel au 15 août 2003 est accordée.

8.7.2003

Before / Devant : MAJOR J.

Motion to extend the time in which to serve and file the leave application**Requête en prorogation du délai pour signifier et déposer la demande d'autorisation**

A. Ted Ewachniuk

v. (29835)

The Law Society of British Columbia (B.C.)

GRANTED / ACCORDÉE Time extended to June 17, 2003, *nunc pro tunc*.

8.7.2003

Before / Devant : THE REGISTRAR

Motion to extend the time in which to serve and file the factum and book of authorities of the appellant / respondent Her Majesty the Queen in Right of the Province of British Columbia

Canadian Forest Products Ltd.

v. (29266)

Her Majesty the Queen in Right of the Province of British Columbia

- and between -

Her Majesty the Queen in Right of the Province of British Columbia

v. (29266)

Canadian Forest Products Ltd. (B.C.)

GRANTED / ACCORDÉE Time extended to June 18, 2003, *nunc pro tunc*.

Requête en prorogation du délai imparti pour signifier et déposer les mémoire et recueil de jurisprudence et de doctrine de l'appelante / intimée Sa Majesté la Reine du chef de la province de la Colombie-Britannique

Reasons for judgment are available

Les motifs de jugement sont disponibles

JULY 17, 2003 / LE 17 JUILLET 2003

29207 **Attorney General of Canada v. Joseph Patrick Authorson, deceased, by his Litigation Administrator, Peter Mountney and by his Litigation Guardian, Lenore Majoros (Ont.)**
2003 SCC 39 / 2003 CSC 39

Coram: McLachlin C.J. and Gonthier, Major, Bastarache, Binnie, Arbour and LeBel JJ.

The appeal from the judgment of the Court of Appeal for Ontario, Numbers C35254 and C35835, dated March 13, 2002, heard on April 10, 2003 is allowed without costs. The Court would not disturb any order as to costs awarded in the courts below.

The constitutional questions are answered as follows:

1. Is s. 5.1(4) of the *Department of Veterans Affairs Act*, R.S.C. 1985, c. V-1, as amended, inconsistent with s. 1(a) of the *Canadian Bill of Rights*, S.C. 1960, c. 44?

Answer: No.

2. Is s. 5.1(4) of the *Department of Veterans Affairs Act*, R.S.C. 1985, c. V-1, as amended, inconsistent with s. 2(e) of the *Canadian Bill of Rights*, S.C. 1960, c. 44?

Answer: No.

3. If the answer to question 1 or 2 is in the affirmative, is s. 5.1(4) of the *Department of Veterans Affairs Act*, R.S.C. 1985, c. V-1, as amended, inoperable by reason of such inconsistency?

Answer: It is unnecessary to answer this question.

L'appel interjeté contre l'arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario, numéros C35254 et C35835, en date du 13 mars 2002, entendu le 10 avril 2003 est accueilli sans dépens. Il n'y a pas lieu de modifier l'adjudication des dépens dans les instances inférieures.

Les questions constitutionnelles reçoivent les réponses suivantes :

1. Le paragraphe 5.1(4) de la *Loi sur le ministère des Anciens combattants*, L.R.C. 1985, ch. V-1, modifiée, est-il incompatible avec l'al. 1a) de la *Déclaration canadienne des droits*, S.C. 1960, ch. 44?

Réponse : Non.

2. Le paragraphe 5.1(4) de la *Loi sur le ministère des Anciens combattants*, L.R.C. 1985, ch. V-1, modifiée, est-il incompatible avec l'al. 2e) de la *Déclaration canadienne des droits*, S.C. 1960, ch. 44?

Réponse : Non.

-
3. Si la réponse aux questions 1 ou 2 est affirmative, le par. 5.1(4) de la *Loi sur le ministère des Anciens combattants*, L.R.C. 1985, ch. V-1, modifiée, est-il inopérant en raison de cette incompatibilité?

Réponse : Il n'est pas nécessaire de répondre à cette question.

28745 **Insurance Corporation of British Columbia v. Unifund Assurance Company** (Ont.)
2003 SCC 40 / 2003 CSC 40

Coram: McLachlin C.J. and Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie, LeBel and Deschamps JJ.

The appeal from the judgment of the Court of Appeal for Ontario, Number C35074, dated May 22, 2001, heard on December 12, 2002 is allowed with costs throughout, and the respondent's application is dismissed, Major, Bastarache and Deschamps JJ. dissenting.

The constitutional question is answered as follows:

- Q. Is section 275 of the *Insurance Act*, R.S.O. 1990, c. I.8, as amended, constitutionally inapplicable to the appellant because its application in the circumstances of this case would not accord with territorial limits on provincial jurisdiction?
- A. Yes. Major, Bastarache and Deschamps JJ. would answer no.

L'appel interjeté contre l'arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario, numéro C35074, en date du 22 mai 2001, entendu le 12 décembre 2002 est accueilli avec dépens dans toutes les cours, et la demande de l'intimée est rejetée. Les juges Major, Bastarache et Deschamps sont dissidents.

La question constitutionnelle reçoit la réponse suivante :

- Q. L'article 275 de la *Loi sur les assurances*, L.R.O. 1990, ch. I.8 et ses modifications, est-il constitutionnellement inapplicable à l'appelante pour le motif que, dans les circonstances de la présente affaire, son application ne serait pas conforme aux limites territoriales de la compétence provinciale?
- R. Oui. Les juges Major, Bastarache et Deschamps répondraient non.
-

Attorney General of Canada v. Joseph Patrick Authorson, et al. (Ont.) (29207)

Indexed as: Authorson v. Canada (Attorney General) / Répertoire : Authorson c. Canada (Procureur général)

Neutral citation: 2003 SCC 39. / Référence neutre : 2003 CSC 39.

Judgment rendered July 17, 2003 / Jugement rendu le 17 juillet 2003

Present: McLachlin C.J. and Gonthier, Major, Bastarache, Binnie, Arbour and LeBel JJ.

Civil rights — Due process rights respecting property — Expropriation without compensation — Veterans' pension and allowances — Government administering pensions and other benefits for war veterans and failing to invest funds or pay interest — Legislation purportedly barring claim to interest — Whether due process protections of Canadian Bill of Rights guard against expropriation of property by passage of valid legislation — Canadian Bill of Rights, S.C. 1960, c. 44, ss. 1(a), 2(e) — Department of Veterans Affairs Act, R.S.C. 1985, c. V-1, s. 5.1(4).

The respondent was named representative plaintiff of a class of disabled veterans who received pensions and other benefits from the Crown under three different statutes. These funds were administered by the Department of Veteran Affairs (“DVA”) because the veterans were deemed incapable of managing their money. These funds were rarely invested or credited with interest until 1990, when the DVA began paying interest on the accounts. But Parliament chose to limit the Crown’s liability for past interest by enacting s. 5.1(4) of the *Department of Veteran Affairs Act* which provides that no claim shall be made after the coming into force of the provision for or on account of interest on moneys held or administered by the Minister during any period prior to January 1, 1990 pursuant to any of the three relevant statutes. The class sued the Crown, alleging breach of fiduciary duty and claiming that the s. 5.1(4) bar was inoperative under the *Canadian Bill of Rights*, because it was inconsistent with the right not to be deprived of the enjoyment of property except by due process of law (s. 1(a)) and the right to a fair hearing in accordance with the principles of fundamental justice for the determination of one’s rights and obligations (s. 2(e)). The Ontario Superior Court of Justice held that the Crown owed a fiduciary duty to the disabled veterans, and so was obliged to either invest the funds on their behalf, or pay interest, and that s. 5.1(4) of the Act was inoperative under the *Bill of Rights*. The Court of Appeal upheld the decision.

Held: The appeal should be allowed.

Where federal legislation conflicts with the protections of the *Bill of Rights*, unless the conflicting legislation expressly declares that it operates notwithstanding the *Bill of Rights*, the *Bill of Rights* applies and the legislation is inoperative. The *Bill of Rights* protects only rights that existed in 1960, prior to its passage.

Section 5.1(4) of the Act is not inconsistent with either s. 1(a) or s. 2(e) of the *Bill of Rights* and the veterans were lawfully denied interest on their pension and other benefits. The due process protections in s. 1(a) of the *Bill of Rights* do not require that the veterans receive notice and a hearing before Parliament prior to the passage of expropriative legislation. Long-standing parliamentary tradition has never required that procedure, and due process protections cannot interfere with the right of the legislative branch to determine its own procedure. Such a power to interfere would effectively amend the Canadian Constitution. Further, although due process protections of property in the *Bill of Rights* do confer certain rights to notice and an opportunity to make submissions in the adjudication of individual rights and obligations, no such rights are at issue in this case. No adjudicative procedure is necessary for the nondiscretionary application of a law to incontestable facts. Lastly, while substantive rights may stem from due process, the *Bill of Rights* does not protect against the expropriation of property by the passage of unambiguous legislation. Parliament has the right to expropriate property, even without compensation, if it has made its intention clear and, in s. 5.1(4), Parliament’s expropriative intent is clear and unambiguous.

Section 2(e) of the *Bill of Rights* applies only to guarantee the fundamental justice of proceedings before any tribunal or administrative body that determine individual rights and obligations. It does not impose on Parliament the duty to provide a hearing before the enactment of legislation.

APPEAL from a judgment of the Ontario Court of Appeal (2002), 157 O.A.C. 278, 58 O.R. (3d) 417, 215 D.L.R. (4th) 496, 92 C.R.R. (2d) 224, 33 C.C.P.B. 1, [2002] O.J. No. 962 (QL), affirming a judgment of the Superior Court of Justice (2000), 53 O.R. (3d) 221, 84 C.R.R. (2d) 211, [2000] O.J. No. 3768 (QL). Appeal allowed.

Graham R. Garton, Q.C., John C. Spencer and Yvonne Milosevic, for the appellant.

Raymond G. Colautti, David G. Greenaway and Peter Sengbusch, for the respondent.

Solicitor for the appellant: Attorney General of Canada, Ottawa.

Solicitors for the respondent: Raphael Partners, Windsor.

Présents : La juge en chef McLachlin et les juges Gonthier, Major, Bastarache, Binnie, Arbour et LeBel.

Libertés civiles — Droit à l'application régulière de la loi quant à la jouissance des biens — Expropriation sans indemnisation — Pensions et allocations des anciens combattants — Gestion des pensions et autres allocations des anciens combattants par le gouvernement et défaut de celui-ci de les placer ou de verser des intérêts — Mesure législative rendant censément irrecevable toute demande visant les intérêts — Les garanties d'application régulière de la loi établies dans la Déclaration canadienne des droits protègent-elles contre l'expropriation découlant de l'adoption d'une loi valide? — Déclaration canadienne des droits, L.C. 1960, ch. 44, art. 1(a), 2(e) — Loi sur le ministère des Anciens combattants, L.R.C. 1985, ch. V-1, art. 5.1(4).

L'intimé a été nommé représentant d'un groupe d'anciens combattants invalides bénéficiaires d'une pension et d'autres allocations de l'État en vertu de trois lois différentes. Le ministère des Anciens combattants (« ACC ») gérait les fonds de ces anciens combattants parce qu'ils étaient réputés incapables de gérer leurs affaires. Il est rare que ces fonds aient été placés ou que des intérêts aient été versés avant 1990, année où ACC a commencé à verser des intérêts sur ces comptes. Le législateur a toutefois décidé de limiter la responsabilité de l'État relativement aux intérêts non versés auparavant en édictant le par. 5.1(4) de la *Loi sur le ministère des Anciens combattants*, qui rend irrecevables les demandes présentées après son entrée en vigueur visant les intérêts afférents aux sommes détenues ou gérées par le ministre pendant une période antérieure au 1^{er} janvier 1990 en vertu de l'une des trois lois en cause. Le groupe a poursuivi l'État pour manquement à son obligation fiduciaire, en prétendant que le par. 5.1(4) était inopérant en raison de son incompatibilité avec la *Déclaration canadienne des droits* parce que, selon la garantie établie à l'al. 1a), un individu ne peut être privé de la jouissance d'un bien que par l'application régulière de la loi, et parce que l'al. 2e) garantit à chacun le droit à une audition impartiale selon les principes de justice fondamentale pour la définition de ses droits et obligations. La Cour supérieure de justice de l'Ontario a statué que l'État avait une obligation de fiduciaire envers les anciens combattants invalides et qu'il était donc tenu soit de placer ces fonds pour leur compte, soit de leur verser des intérêts; le par. 5.1(4) de la *Loi* était donc inopérant par application de la *Déclaration canadienne des droits*. La Cour d'appel a confirmé cette décision.

Arrêt : Le pourvoi est accueilli.

En cas de conflit entre une loi fédérale et les garanties établies dans la *Déclaration canadienne des droits*, celle-ci s'applique et rend la loi incompatible inopérante, à moins que cette loi ne déclare expressément qu'elle s'applique nonobstant la *Déclaration canadienne des droits*. La *Déclaration canadienne des droits* ne protège que les droits qui existaient avant son entrée en vigueur en 1960.

Le paragraphe 5.1(4) de la *Loi* n'est incompatible ni avec l'al. 1a) ni avec l'al. 2e) de la *Déclaration canadienne des droits* et les anciens combattants ont été privés en toute légalité des intérêts sur leurs pensions et autres allocations. La garantie d'application régulière de la loi établie à l'al. 1a) de la *Déclaration canadienne des droits* ne confère pas aux anciens combattants le droit à un préavis et à une audition par le Parlement avant l'adoption d'une loi expropriatrice. Notre longue tradition parlementaire n'a jamais exigé une telle procédure et les garanties d'application régulière de la loi ne peuvent entraver le droit de l'organe législatif d'établir sa propre procédure. Un tel pouvoir modifierait en fait la Constitution canadienne. De plus, bien que les garanties d'application régulière de la loi quant à la jouissance des biens établies dans la *Déclaration canadienne des droits* confèrent certains droits à un préavis et à la possibilité de présenter des observations dans le cadre d'un processus juridictionnel portant sur des droits et obligations individuels, de tels droits ne sont pas en cause dans le présent pourvoi. Aucune procédure

juridictionnelle n'est nécessaire pour l'application non discrétionnaire d'une loi à des faits incontestables. Enfin, bien que des droits substantiels puissent découler de la garantie d'application régulière de la loi, la *Déclaration canadienne des droits* n'offre aucune protection contre l'expropriation par l'adoption d'une mesure législative non ambiguë. Le législateur a le droit d'exproprier des biens, même sans indemnisation, à condition d'exprimer clairement son intention et, dans le par. 5.1(4), l'intention du législateur d'exproprier est claire et non ambiguë.

L'alinéa 2e) de la *Déclaration canadienne des droits* ne garantit le respect de la justice fondamentale que dans une instance devant un tribunal ou un organisme administratif qui définit les droits et obligations d'un individu. Il n'oblige pas le législateur à tenir une audience avant l'adoption d'une loi.

POURVOI contre un arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario (2002), 157 O.A.C. 278, 58 O.R. (3d) 417, 215 D.L.R. (4th) 496, 92 C.R.R. (2d) 224, 33 C.C.P.B. 1, [2002] O.J. No. 962 (QL), confirmant un jugement de la Cour supérieure de justice (2000), 53 O.R. (3d) 221, 84 C.R.R. (2d) 211, [2000] O.J. No. 3768 (QL). Pourvoi accueilli.

Graham R. Garton, c.r., John C. Spencer et Yvonne Milosevic, pour l'appelant.

Raymond G. Colautti, David G. Greenaway et Peter Sengbusch, pour l'intimé.

Procureur de l'appelant : Procureur général du Canada, Ottawa.

Procureurs de l'intimé : Raphael Partners, Windsor.

Insurance Corporation of British Columbia v. Unifund Assurance Co of Canada (Ont.) (28745)

Indexed as: Unifund Assurance Co. v. Insurance Corp. of British Columbia /

Répertorié : Unifund Assurance Co. c. Insurance Corp. of British Columbia

Neutral citation: 2003 SCC 40. / Référence neutre : 2003 CSC 40.

Judgment rendered July 17, 2003 / Jugement rendu le 17 juillet 2003

Present: McLachlin C.J. and Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie, LeBel and Deschamps JJ.

Constitutional law – Extraterritorial limitation on provincial legislation – Applicability of reimbursement provisions of Ontario regulatory scheme to out-of-province insurer.

Insurance – Motor vehicles – Interprovincial motor vehicle liability insurance – Arbitrator – Jurisdiction – Ontario residents injured while travelling in British Columbia – Ontario residents receiving statutory accident benefits under Ontario policy from Ontario insurer – British Columbia law permitting insurer in that province to deduct from damages payable amount of benefits received by insured under automobile insurance “wherever” issued – Ontario Insurance Act not permitting deduction but providing for indemnification of no-fault insurer by tortfeasors’ insurer for benefits paid – Jurisdiction of arbitrator appointed under Ontario Insurance Act to decide issues of jurisdiction simpliciter, forum conveniens and choice of law – Insurance Act, R.S.O. 1990, c. I.8, s. 275.

Mr. and Mrs. B, Ontario residents, were injured when their rented car was struck by a tractor-trailer in British Columbia. All the vehicles involved in the accident were registered in British Columbia and insured by the appellant. After their return to Ontario, both Mr. and Mrs. B received substantial statutory accident benefits (SABs) under their Ontario policy from their Ontario insurer, the respondent. Subsequently they were awarded substantial damages in an action brought in British Columbia against the negligent truck owner, truck driver and truck repair shop, all of whom were insured by the appellant. Pursuant to s. 25 of the British Columbia *Insurance (Motor Vehicle) Act*, the appellant deducted the no-fault benefits paid to the Bs from the award of damages in British Columbia.

Both the Ontario insurer and the British Columbia insurer were parties to a Power of Attorney and Undertaking (the “PAU”) exchanged by motor vehicle insurers to denote compliance with minimum coverage requirements and to facilitate acceptance of service. The PAU is part of a reciprocal scheme for the enforcement of motor vehicle insurance claims in Canada.

Under s. 275 of the Ontario *Insurance Act*, the payor of the SABs is entitled to seek indemnification from the insurer of any heavy commercial vehicle involved in the accident. The respondent applied to the Ontario superior court for the appointment of an arbitrator to determine the question of indemnification. The appellant made a cross-motion for a stay of proceedings on the basis, *inter alia*, that the Ontario insurance regulatory scheme could not constitutionally apply to it on the facts of this case, or, in the alternative, on the basis that British Columbia was the more convenient forum. The motions court, applying *forum non conveniens* principles, granted the appellant’s cross-motion to stay the proceedings. The Court of Appeal reversed that decision, finding that the motions judge should have declined to hear the motion for a stay and proceeded with the appointment of an arbitrator who could then deal with any issues of jurisdiction and law, including the constitutional issue.

Held (Major, Bastarache and Deschamps JJ. dissenting): The appeal should be allowed.

Per McLachlin C.J. and Iacobucci, Binnie and LeBel JJ.: The principal issue is the constitutional applicability of the Ontario *Insurance Act* to the appellant on the facts of this particular case, and the motions court ought to have addressed it. If the Ontario insurance scheme is wholly inapplicable to the appellant on the facts here, an arbitrator appointed under the Act is without any statutory or other authority to decide anything in this case.

There is no doubt that an arbitrator or administrative tribunal can be vested with jurisdiction to determine questions of law, even questions of constitutional law going to its own jurisdiction, provided that the legislature has made plain that intention. Assuming that the Ontario legislature intended s. 17(1) of the *Arbitration*

Act, 1991 to be such a grant of jurisdiction, however, there is nothing in the Act to suggest that this jurisdiction was intended in all circumstances to be exclusive. When the authority of a court is invoked to appoint an arbitrator under a statute which one of the parties contends cannot constitutionally apply to it, the court should deal with the challenge.

Section 275 of the Ontario *Insurance Act* is constitutionally inapplicable to the appellant because its application in the circumstances of this case would not respect territorial limits on provincial jurisdiction. This territorial restriction is fundamental to our system of federalism in which each province is obliged to respect the sovereignty of the other provinces within their respective legislative spheres, and expects the same respect in return.

The territorial limits on the scope of provincial legislative authority prevent the application of the law of a province to matters not sufficiently connected to it. Different degrees of connection to the enacting province may be required according to the subject matter. A “real and substantial connection” sufficient to permit the court of a province to take jurisdiction over a dispute may nevertheless not be sufficient for the law of that province to regulate the outcome. What constitutes a “sufficient” connection depends on the relationships among the enacting jurisdiction, the subject matter of the legislation and the individual or entity sought to be regulated by it. The *applicability* of an otherwise competent provincial regulatory scheme to an out-of-province defendant is conditioned by the requirements of order and fairness that underlie our federal arrangements.

Under ordinary constitutional principles the Ontario *Insurance Act* is inapplicable to the out-of-province appellant in this case. Not only is the appellant not authorized to sell insurance in Ontario, it does not in fact do so. Its insured vehicles in this case did not venture into Ontario. The accident did not take place in Ontario, and the appellant did not benefit from the deduction of the SABs by virtue of Ontario law but by the law of British Columbia. If the respondent were correct, Ontario could attach whatever benefits it liked to an out-of-province accident and require the appellant to come to Ontario to reimburse the Ontario insurer irrespective of whether or not British Columbia law permitted any deduction in that respect from the judgment award.

The Power of Attorney and Undertaking (“PAU”) signed by the appellant has no application to the facts of this case. Its operation is explicitly limited to a proceeding “arising out of a motor vehicle accident in any of the respective Provinces or Territories”. The “respective Provinces or Territories” are those thereafter listed, namely (in this instance) provinces and territories other than British Columbia, whose name was crossed out on the standard form. The interpretation that the PAU is directed to out-of-province accidents is confirmed by the wording of the undertakings set out in the PAU itself. Moreover, even if the PAU could be interpreted to require the appellant’s appearance to defend the respondent insurer’s claim in Ontario, the appellant would not thereby be precluded from contesting the application of the Ontario *Insurance Act* to impose a civil obligation on an out-of-province insurer in respect of an out-of-province motor vehicle accident.

The PAU should not be interpreted as a general attornment by the appellant to Ontario insurance law in respect of a motor vehicle accident that occurred in British Columbia. The fact that the appellant has on occasion attorned to Ontario in defending British Columbia motorists involved in accidents in Ontario does not constitute a general attornment to Ontario in respect of all accidents wherever they take place and any consequent proceedings.

Since the Ontario regulatory scheme does not apply to the out-of-province appellant on the facts of this case, the issue of *forum non conveniens* is moot. There is no statutory cause of action available to the respondent to sue upon in Ontario or in British Columbia.

Per Major, Bastarache and Deschamps JJ. (dissenting): A superior court judge must decide the issues of jurisdiction *simpliciter* and *forum conveniens*. Even though it may be difficult to isolate these two issues of jurisdiction perfectly, the Court of Appeal could not decide to submit the whole matter to an arbitrator without inferentially deciding that the Ontario *Insurance Act* applied, since the appointment of the arbitrator depends on the application of s. 275 of that Act.

A link with the subject matter of the claim is sufficient to establish the jurisdiction *simpliciter* of a forum given the flexible approach that has been endorsed by this Court. On the facts of this case, the appellant has

accepted the jurisdiction of Ontario in this matter by signing a PAU, which constitutes a sound foundation for the application of the Ontario *Insurance Act* to the parties in this case. The insurers, by signing the PAU, have recognized the interrelationship of insurance regimes across Canada and accepted that insurers in one province will sometimes be sued in other provinces. It is therefore reasonably foreseeable that the appellant will sometimes have to appear in Ontario to defend an action brought in that jurisdiction as a result of an accident having occurred in British Columbia. The appellant is, at least notionally, an insurer in Ontario, or one carrying out business in that province. It is not unfair that insurers involved in the interprovincial scheme underlying this appeal, and having accepted the risk of harm to extraprovincial parties to the agreement, be considered to have attorned to the jurisdiction of Ontario's courts. All of the reasons justifying a widened jurisdiction in *Morguard* apply in this case. Most importantly, the demands of Canadian federalism strongly favour this result. It is unreasonable, when deciding the issue of jurisdiction *simpliciter*, to enter into a piecemeal interpretation of the regime providing for the integration of insurance protection across Canada and to establish distinctions between benefits payable to the insured, on the one hand, and the indemnification of their insurers, on the other hand. There are a number of considerations which, taken together with the general language of the PAU, indicate that the appellant is subject to Ontario's jurisdiction. The benefits paid by the respondent to an Ontario resident that were later deducted by the appellant, the general undertaking to appear by the appellant, and its limited undertaking not to present certain defences in Ontario actions all militate in favour of a finding that jurisdiction *simpliciter* is made out.

The same arguments that justify having a court of justice, not an arbitrator, decide the issue of jurisdiction *simpliciter* in this case apply to the issue of whether the former or the latter should determine whether there exists a more convenient forum. The *forum non conveniens* inquiry is a preliminary one that must be raised at the earliest opportunity and its determination is necessary before the jurisdiction of an arbitrator can be effective in a case such as this. The proper test is to ask whether the existence of a more appropriate forum has been clearly established to displace the forum selected by the plaintiff. If neither forum is clearly more appropriate, the domestic forum wins by default. The application of the balance of convenience by the motions judge constituted an error of law since a party whose case has a real and substantial connection with a forum has a legitimate claim to the advantages that that forum provides. In staying the proceedings in part because he was not satisfied that there would result a loss of a juridical advantage to the respondent, the motions judge established an unduly high threshold. Given the respondent's real and substantial connection to Ontario, it has a legitimate claim to take advantage of the interinsurer indemnification scheme which Ontario provides. There is a fair possibility that the respondent will gain an advantage by prosecuting the action in Ontario. The appellant did not provide any evidence that British Columbia was clearly the more appropriate forum. This action is altogether independent of the one before the British Columbia court; it was started in Ontario on the basis of payments made under an insurance policy contracted in Ontario. Many factors link the parties to Ontario. Furthermore, the possibility of interinsurer indemnification is the product of an Ontario statutory regime.

Valid provincial laws can affect matters which are sufficiently connected to the province. The respondent has shown that the subject matter which the *Insurance Act* covers, interinsurer indemnification, falls within provincial jurisdiction and is sufficiently connected to Ontario so as to render the statute applicable to the appellant.

APPEAL from a judgment of the Ontario Court of Appeal (2001), 204 D.L.R. (4th) 732, 146 O.A.C. 162, 28 C.C.L.I. (3d) 38, [2001] O.J. No. 1885 (QL), reversing a decision of the Superior Court of Justice (2000), 23 C.C.L.I. (3d) 96, [2000] O.J. No. 3212 (QL). Appeal allowed, Major, Bastarache and Deschamps JJ. dissenting.

Avon M. Mersey, Alan L. W. D'Silva, Michael Sobkin and Sophie Vlahakis, for the appellant.

Leah Price and Gerald George, for the respondent.

Solicitors for the appellant: Fasken Martineau DuMoulin, Vancouver.

Solicitors for the respondent: Fogler Rubinoff, Toronto; Samis & Company, Toronto.

Présents : La juge en chef McLachlin et les juges Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie, LeBel et Deschamps.

Droit constitutionnel – Limites de la portée extraterritoriale d'une loi provinciale – Applicabilité à un assureur de l'extérieur de la province des dispositions en matière d'indemnisation entre assureurs prévues par le régime de réglementation ontarien.

Assurance – Véhicules automobiles – Assurance-responsabilité automobile interprovinciale – Arbitre – Compétence – Résidents de l'Ontario victimes d'un accident de la route en Colombie-Britannique – Indemnités d'accident légales versées à ces résidents de l'Ontario en vertu d'une police émise en Ontario par un assureur de cette province – Loi de la Colombie-Britannique permettant aux assureurs dans cette province de déduire des dommages-intérêts les indemnités reçues par les assurés en vertu d'une police d'assurance automobile « peu importe » où elle a été émise – Déduction en question non permise par la Loi sur les assurances de l'Ontario qui pourvoit toutefois à l'indemnisation par l'assureur de l'auteur du délit civil de l'assureur ayant versé les indemnités hors-faute – Pouvoir de l'arbitre nommé en vertu de la Loi sur les assurances de l'Ontario de statuer sur les questions de la simple reconnaissance de compétence, du forum conveniens et du choix du droit applicable – Loi sur les assurances de l'Ontario, L.R.O. 1990, ch. 1.8, art. 275.

M. et M^{me} B., des résidents de l'Ontario, ont été blessés au cours d'un voyage en Colombie-Britannique lorsque leur voiture de location a été heurtée par un camion gros porteur. Tous les véhicules en cause dans l'accident étaient immatriculés en Colombie-Britannique et assurés par l'appelante. Après leur retour en Ontario, M. et M^{me} B. ont reçu de l'intimée, leur assureur dans cette province, des indemnités d'accident légales substantielles (IAL). Par la suite, ils ont reçu une somme considérable au titre des dommages-intérêts au terme d'une action intentée en Cour suprême de la Colombie-Britannique contre le propriétaire du camion, le camionneur et l'atelier qui avait réparé le camion, qui étaient tous assurés par l'appelante. Conformément au par. 25(5) de la loi de la Colombie-Britannique intitulée *Insurance (Motor Vehicle) Act*, l'appelante a soustrait de la somme accordée au titre de dommages-intérêts en Colombie Britannique les indemnités hors-faute versées à M. et M^{me} B.

Tant l'assureur ontarien que celui de la Colombie-Britannique étaient signataires du document appelé Procuration et engagements (le « formulaire P&E »), que s'échangent les assureurs automobiles et qui atteste le respect des exigences minimales en matière de garantie d'assurance et facilite l'acceptation de documents en cas de signification. Le formulaire P&E fait partie d'un régime de réciprocité visant l'exécution des demandes d'indemnités présentées au Canada.

La société qui verse des IAL a droit, en vertu de l'art. 275 de la *Loi sur les assurances* de l'Ontario, d'être indemnisée par l'assureur de tout véhicule commercial lourd impliqué dans l'accident. L'intimée a demandé à la Cour de l'Ontario de nommer un arbitre pour trancher la question de l'indemnisation. L'appelante a présenté une motion sollicitant la suspension de l'instance, pour le motif, notamment, que le régime ontarien de réglementation du secteur des assurances est constitutionnellement inapplicable eu égard aux faits de l'espèce ou que la Colombie-Britannique est le ressort le plus approprié. Appliquant les principes relatifs au *forum non conveniens*, le tribunal des motions a accueilli la motion incidente de l'appelante sollicitant la suspension de l'instance. La Cour d'appel de l'Ontario a infirmé la décision du juge des motions au motif que celui-ci aurait dû refuser d'entendre la requête en suspension de l'instance et nommer l'arbitre, lequel aurait alors examiné toutes les questions de compétence et de droit, y compris la question constitutionnelle.

Arrêt (les juges Major, Bastarache et Deschamps sont dissidents) : Le pourvoi est accueilli.

La juge en chef McLachlin et les juges Iacobucci, **Binnie** et LeBel : La principale question litigieuse est l'applicabilité constitutionnelle de la *Loi sur les assurances* de l'Ontario à l'appelante compte tenu des faits de l'espèce, et le juge des requêtes aurait dû se prononcer sur cette question. Si le régime d'assurance ontarien est entièrement inapplicable à l'appelante eu égard aux faits de l'espèce, l'arbitre nommé en vertu de la Loi ontarienne ne dispose d'aucun pouvoir — d'origine législative ou autre — pour statuer sur quelque question que ce soit dans la présente affaire.

Il est certain qu'un arbitre ou un tribunal administratif peut se voir accorder le pouvoir de trancher des questions de droit — même des questions de droit constitutionnel touchant à sa propre compétence — , pourvu que le législateur ait clairement indiqué que telle était son intention. À supposer toutefois que la province d'Ontario entendait que le par. 17(1) ait pour effet de conférer une telle compétence, rien dans la *Loi de 1991 sur l'arbitrage* n'indique que cette compétence était censée être exclusive dans tous les cas. Lorsqu'on invoque la compétence d'un tribunal de nommer un arbitre en vertu d'une loi qui, selon la prétention d'une des parties, ne peut constitutionnellement s'appliquer à elle, le tribunal judiciaire devrait trancher la contestation.

L'article 275 de la *Loi sur les assurances* de l'Ontario est constitutionnellement inapplicable à l'appelante pour le motif que, dans les circonstances de la présente affaire, son application ne respecterait pas les limites territoriales de la compétence provinciale. Cette restriction de la portée territoriale est fondamentale dans notre régime fédéral, où chaque province est tenue de respecter la souveraineté législative des autres provinces dans leurs champs de compétence respectifs et s'attend au même respect en retour.

Les limites territoriales du pouvoir de légiférer des provinces empêchent les lois d'une province de s'appliquer aux affaires qui ne présentent pas de lien suffisant avec cette dernière. Différents degrés de rattachement à la province ayant légiféré peuvent être requis selon l'objet du différend. Un lien « réel et substantiel » qui serait par ailleurs suffisant pour permettre aux tribunaux d'une province de se déclarer compétents à l'égard d'un litige peut néanmoins ne pas être suffisant pour que les lois de cette province décident de l'issue de ce litige. Le caractère « suffisant » du lien dépend du rapport qui existe entre le ressort ayant légiféré, l'objet du texte de loi et l'individu ou l'entité qu'on cherche à assujettir à celui-ci. L'*applicabilité* d'un régime provincial de réglementation par ailleurs valide à un défendeur de l'extérieur de la province concernée est fonction des exigences d'ordre et d'équité qui sous-tendent nos structures fédérales.

Suivant les principes ordinaires du droit constitutionnel, la *Loi sur les assurances* de l'Ontario est inapplicable en l'espèce à l'appelante de l'extérieur de la province. Non seulement l'appelante n'est-elle pas autorisée à vendre de l'assurance en Ontario, mais, dans les faits, elle n'en vend pas. Aucun des véhicules assurés par l'appelante en l'espèce ne s'est rendu en Ontario. L'accident n'a pas eu lieu dans cette province et l'appelante a pu bénéficier de la déduction de 750 000 \$ en vertu non pas des lois de l'Ontario mais de celles de la Colombie-Britannique. Si l'intimée a raison, l'Ontario pouvait, à son gré, accorder n'importe quelle sorte d'indemnité à l'égard d'un accident survenu dans une autre province et obliger l'appelante à venir en Ontario rembourser l'assureur ontarien, peu importe si les lois de la Colombie-Britannique permettaient de déduire de la somme accordée par le jugement quelque partie que ce soit de cette indemnité.

Le formulaire P&E signé par l'appelante ne s'applique pas aux faits de l'espèce. Son application est expressément limitée aux procédures intentées [TRADUCTION] « par suite d'un accident d'automobile survenu dans [a] province ou [le] territoire » concerné. L'expression « province ou territoire » s'entend des ressorts énumérés, à savoir (dans la présente affaire) les provinces et territoires autres que la Colombie-Britannique, province dont le nom a été biffé sur le formulaire type. Le libellé des trois engagements énoncés dans le formulaire P&E lui-même confirme l'interprétation selon laquelle le formulaire P&E vise les accidents d'automobile survenant à l'extérieur de la province. En outre, même s'il était possible de considérer que le formulaire P&E oblige l'appelante à comparaître, en défense, à l'action intentée en Ontario par la société d'assurance intimée, l'appelante ne serait pas de ce fait empêchée de contester la prétention selon laquelle la *Loi sur les assurances* de l'Ontario s'applique et a pour effet d'imposer à un assureur d'une autre province une obligation civile à l'égard d'un accident d'automobile survenu dans une autre province.

La signature du formulaire P&E ne saurait être considérée comme un acquiescement général à l'application du droit ontarien des assurances à l'égard de l'accident d'automobile survenu en Ontario. Le fait que l'appelante ait, à l'occasion, acquiescé à la compétence des tribunaux de l'Ontario en présentant une défense au nom d'automobilistes de la Colombie-Britannique ayant eu des accidents en Ontario ne constitue pas un acquiescement général à la compétence des tribunaux ontariens relativement à tout accident — peu importe le lieu où il se produit — et aux procédures qui en découlent.

Étant donné que, eu égard aux faits de l'espèce, le régime ontarien ne s'applique pas à l'appelante de l'extérieur de la province, la question du *forum non conveniens* est devenue théorique. L'intimée ne dispose d'aucune cause d'action prévue par la loi la fondant à intenter des poursuites en Ontario ou en Colombie-Britannique.

Les juges Major, **Bastarache** et Deschamps. (dissidents) : Il appartient aux juges des cours supérieures de trancher les questions de la simple reconnaissance de compétence et du *forum conveniens*. Bien qu'il puisse être difficile de dissocier complètement ces deux questions de compétence, la Cour d'appel ne pouvait décider que toute l'affaire relevait de l'arbitre sans implicitement conclure à l'application de la *Loi sur les assurances* de l'Ontario, puisque la nomination de l'arbitre dépend de l'application de l'art. 275 de cette loi.

L'existence d'un lien avec l'objet de l'action suffit pour établir la simple reconnaissance de compétence d'un tribunal, vu la démarche souple à laquelle a souscrit notre Cour. Il ressort des faits en l'espèce que l'appelante a acquiescé à la compétence des tribunaux ontariens à l'égard de l'objet de l'action en signant le formulaire P&E, document qui constitue une assise solide pour justifier en l'espèce l'application aux parties de la *Loi sur les assurances* de l'Ontario. En signant le formulaire P&E, les assureurs ont reconnu la connexité entre les régimes d'assurance au Canada et le fait que les assureurs exerçant leur activités dans une province puissent, à l'occasion, être poursuivis dans une autre. Il est donc raisonnablement prévisible que l'appelante sera parfois tenue de comparaître en Ontario afin de se défendre contre une action intentée dans cette province à la suite d'un accident survenu en Colombie-Britannique. L'appelante est, en principe à tout le moins, un assureur en Ontario ou un assureur exerçant des activités dans cette province. Comme les assureurs qui participent au régime interprovincial à l'origine du présent pourvoi ont accepté le risque que des parties à l'accord venant d'autres provinces subissent un préjudice, il n'est pas injuste de considérer qu'ils ont acquiescé à la compétence des tribunaux ontariens. Toutes les raisons ayant justifié la reconnaissance d'une compétence élargie dans l'arrêt *Morguard* s'appliquent dans la présente affaire. Qui plus est, les exigences du fédéralisme canadien militent fortement en faveur de ce résultat. Lorsqu'il s'agit de trancher la question de la simple reconnaissance de compétence, il n'est pas raisonnable de s'engager dans une interprétation élément par élément d'un régime pourvoyant à l'intégration des garanties d'assurance en vigueur dans l'ensemble du Canada, et d'établir des distinctions entre les indemnités payables à l'assuré, d'une part, et l'indemnisation de leurs assureurs, d'autre part. Il existe un certain nombre de facteurs qui, conjugués aux termes généraux du formulaire P&E, indiquent que l'appelante est assujettie aux lois et tribunaux de l'Ontario. Tous les éléments suivants incitent à conclure à la simple reconnaissance de compétence : les indemnités que l'intimé a versées à un résident de l'Ontario et que l'appelante a ensuite déduites, la promesse générale de comparaître faite par l'appelante et son engagement limité de ne pas présenter certains moyens de défense dans les actions intentées en Ontario.

Les arguments justifiant qu'un tribunal judiciaire, et non un arbitre, statue sur la question de la simple reconnaissance de compétence dans la présente affaire s'appliquent également à la question de savoir si le tribunal ou l'arbitre doit décider s'il existe un autre tribunal plus approprié en l'espèce. La question du *forum non conveniens* est une question préliminaire qui doit être soulevée à la première occasion et tranchée avant que l'arbitre puisse avoir effectivement compétence dans une affaire comme celle dont nous sommes saisis. Le critère applicable consiste à se demander si on a clairement établi l'existence d'un tribunal plus approprié que celui choisi par le demandeur à l'action. Lorsqu'aucun des tribunaux n'est clairement le plus approprié, le tribunal interne l'emporte *ipso facto*. Le juge des motions a commis une erreur de droit en appliquant le critère de la prépondérance des inconvénients, puisque la partie dont la demande a un lien réel et substantiel avec un ressort peut légitimement faire valoir les avantages qu'elle peut tirer du fait d'ester en justice dans ce ressort. Le juge des motions a appliqué un critère excessivement exigeant lorsqu'il a sursis à l'instance, en partie parce qu'il n'était pas convaincu que l'intimée perdrait un avantage juridique. En raison du lien réel et substantiel que l'intimée possède avec l'Ontario, elle peut légitimement faire valoir les avantages qu'elle peut tirer du régime d'indemnisation entre assureurs de l'Ontario. L'intimée a de bonnes chances d'obtenir un avantage en étant en justice en Ontario. L'appelante n'a présenté aucune preuve établissant que la Colombie-Britannique était clairement le forum le plus approprié. La présente action est tout à fait indépendante de celle dont est saisi le tribunal de la Colombie-Britannique; elle a été introduite en Ontario, sur la base des paiements effectués en vertu d'une police d'assurance souscrite en Ontario. Bon nombre de facteurs rattachent les parties à l'Ontario. De plus, la possibilité qu'il y ait indemnisation entre assureurs découle d'un régime législatif ontarien.

Une loi provinciale valide peut produire des effets sur des « matières » qui présentent un lien suffisant avec la province. L'intimée a établi que la question traitée dans la *Loi sur les assurances* de l'Ontario, soit l'indemnisation entre assureurs, est un sujet de compétence provinciale qui présente avec l'Ontario un lien suffisant pour que la loi en question s'applique à l'appelante.

POURVOI contre un arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario (2001), 204 D.L.R. (4th) 732, 146 O.A.C. 162, 28 C.C.L.I. (3d) 38, [2001] O.J. No. 1885 (QL), qui a infirmé une décision de la Cour supérieure de justice (2000), 23 C.C.L.I. (3d) 96, [2000] O.J. No. 3212 (QL). Pourvoi accueilli, les juges Major, Bastarache et Deschamps sont dissidents.

Avon M. Mersey, Alan L. W. D'Silva, Michael Sobkin et Sophie Vlahakis, pour l'appelante.

Leah Price et Gerald George, pour l'intimée.

Procureurs de l'appelante : Fasken Martineau DuMoulin, Vancouver.

Procureurs de l'intimée : Fogler Rubinoff, Toronto; Samis & Company, Toronto.

DEADLINES: APPEALS

The Fall Session of the Supreme Court of Canada will commence October 6, 2003.

The Supreme Court of Canada has enacted new rules that came into force on June 28, 2002.

Pursuant to the *Supreme Court Act and Rules*, the following requirements for filing must be complied with before an appeal can be heard:

1) For notices of appeal filed on and after June 28, 2002

Appellant's record; appellant's factum; and appellant's book(s) of authorities must be filed within 12 weeks of the filing of the notice of appeal or 12 weeks from decision on the motion to state a constitutional question.

Respondent's record (if any); respondent's factum; and respondent's book(s) of authorities must be filed within eight weeks after the service of the appellant's documents.

Intervener's factum and intervener's book(s) of authorities, (if any), must be filed within eight weeks of the order granting leave to intervene or within 20 weeks of the filing of a notice of intervention under subrule 61(4).

Parties' condensed book, if required, must be filed on the day of hearing of the appeal.

2) For notices of appeal filed before June 28, 2002

Appellant's record; appellant's factum; and appellant's book(s) of authorities must be filed within four months of the filing of the notice of appeal.

Respondent's record (if any); respondent's factum; and respondent's book(s) of authorities must be filed within eight weeks of the date of service of the appellant's documents.

Intervener's factum and intervener's book(s) of authorities, if any, must be filed within four weeks of the date of service of the respondent's factum, unless otherwise ordered.

Parties' condensed book, if required, must be filed on or before the day of hearing of the appeal.

The Registrar shall enter the appeal on a list of cases to be heard after the respondent's factum is filed or at the end of the eight-week period referred to in Rule 36.

DÉLAIS : APPELS

La session d'automne de la Cour suprême du Canada commencera le 6 octobre 2003.

La Cour suprême du Canada a adopté de nouvelles règles qui sont entrées en vigueur le 28 juin 2002.

Conformément à la *Loi sur la Cour suprême* et aux *Règles*, il faut se conformer aux exigences suivantes avant qu'un appel puisse être entendu:

1) Pour les avis d'appel déposés le ou après le 28 juin 2002

Le dossier de l'appelant, son mémoire et son recueil de jurisprudence et de doctrine doivent être déposés dans les douze semaines du dépôt de l'avis d'appel ou douze semaines de la décision de la requête pour formulation d'une question constitutionnelle.

Le dossier de l'intimé (le cas échéant), son mémoire et son recueil de jurisprudence et de doctrine doivent être déposés dans les huit semaines suivant la signification des documents de l'appelant.

Le mémoire de l'intervenant et son recueil de jurisprudence et de doctrine, le cas échéant, doivent être déposés dans les huit semaines suivant l'ordonnance autorisant l'intervention ou dans les vingt semaines suivant le dépôt de l'avis d'intervention visé au paragraphe 61(4).

Le recueil condensé des parties, le cas échéant, doivent être déposés le jour de l'audition de l'appel.

2) Pour les avis d'appel déposés avant le 28 juin 2002

Le dossier de l'appelant, son mémoire et son recueil de jurisprudence et de doctrine doivent être déposés dans les quatre mois du dépôt de l'avis d'appel.

Le dossier de l'intimé (le cas échéant), son mémoire et son recueil de jurisprudence et de doctrine doivent être déposés dans les huit semaines suivant la signification des documents de l'appelant.

Le mémoire de l'intervenant et son recueil de jurisprudence et de doctrine, le cas échéant, doivent être déposés dans les quatre semaines suivant la signification du mémoire de l'intimé, sauf ordonnance contraire.

Le recueil condensé des parties, le cas échéant, doivent être déposés au plus tard le jour de l'audition de l'appel.

Le registraire inscrit l'appel pour audition après le dépôt du mémoire de l'intimé ou à l'expiration du délai de huit semaines prévu à la règle 36.

SUPREME COURT OF CANADA SCHEDULE
CALENDRIER DE LA COUR SUPREME

- 2003 -

04-07-2002

OCTOBER - OCTOBRE						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
			1	2	3	4
5	M 6	7	8	9	10	11
12	H 13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	

NOVEMBER - NOVEMBRE						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
						1
2	M 3	4	5	6	7	8
9	10	H 11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30						

DECEMBER - DECEMBRE						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
	M 1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	H 25	H 26	27
28	29	30	31			

- 2004 -

JANUARY - JANVIER						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
				H 1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	M 12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	31

FEBRUARY - FÉVRIER						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
1	2	3	4	5	6	7
8	M 9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29						

MARCH - MARS						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
	1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13
14	M 15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30	31			

APRIL - AVRIL						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
				1	2	3
	5	6	7	8	H 9	10
11	H 12	13	14	15	16	17
18	M 19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

MAY - MAI						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	M 10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	H 24	25	26	27	28	29
30	31					

JUNE - JUIN						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
		1	2	3	4	5
6	M 7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30			

Sittings of the court:
Séances de la cour:

Motions:
Requêtes:

Holidays:
Jours fériés:



18 sitting weeks/semaines séances de la cour
87 sitting days/journées séances de la cour
9 motion and conference days/ journées
requêtes.conférences
3 holidays during sitting days/ jours fériés
durant les sessions

